

Contexte

Depuis le 14 mai en fin de journée, la ville de Bambari enregistre une nouvelle vague de violence et de tensions avec des implications considérables sur la situation humanitaire. Les raisons de cette écloison brusque de la violence restent difficiles à établir pour l'instant. Toutefois, selon certaines indications, tout serait parti d'un cycle de représailles à base communautaire suite à la découverte, le 14 mai, d'un corps sans vie d'un sujet d'une des communautés locales dans la périphérie Sud-Est de Bambari (sur l'axe Bambari-Alindao), victime d'acte de violences dont les auteurs restent inconnus.

Le 15 mai, les tensions de la veille ont dégénéré en affrontements entre des éléments d'un groupe armé et les forces de sécurité intérieures. Les combats étaient concentrés au centre-ville de Bambari et autour des installations de la Gendarmerie situées à proximité de deux sites de déplacés (Alternatif et Sangaris), mais des tirs intenses d'armes lourdes et légères étaient entendus dans plusieurs quartiers de la rive droite de Bambari sans qu'on en sache ni les auteurs ni les raisons.

Les affrontements ont cessé en milieu d'après-midi, notamment grâce à l'intervention des forces de la MINUSCA, mais des tirs sporadiques ont continué d'être entendus dans certains quartiers de la ville jusque tard dans la nuit du 15 au 16 mai. Des scènes de pillages impliquant des hommes en armes et des civils ont été observées à travers la ville, touchant aussi bien les structures étatiques que les commerces, les habitations privées et des bases de certaines organisations humanitaires.

La journée de ce mercredi 16 mai, un calme relatif était observé dans la ville de Bambari mais la situation reste tendue et imprévisible. Des rumeurs persistantes sur l'imminence de nouvelles confrontations sont à la base d'une peur généralisée au sein de la population et de la poursuite de déplacements. La circulation et les activités, y compris les activités humanitaires, restent paralysées dans la ville ; et les vols humanitaires (UNHAS) à destination de Bambari, qui devaient avoir lieu ce mercredi, ont été annulés.

Cette résurgence de la violence survient après plus d'une année d'accalmie. En effet, aucun incident de l'ampleur de ceux du 15 mai n'avait été enregistré à Bambari depuis février 2017, période où cette entité a été déclarée (par la MINUSCA et le Gouvernement de la RCA) « ville sans groupe armé ».

Bilan et implications sur le plan humanitaire :

Le bilan de ces deux jours de violences est lourd, selon les premières indications :

- **Dégâts humains :**
 - Au 16 mai matin, les informations des sources locales et hospitalières font état d'au moins 9 personnes tuées, dont un agent local d'une ONG internationale et un infirmier-accoucheur d'une structure sanitaire de la ville.
 - L'Hôpital préfectoral de Bambari, appuyé par des partenaires humanitaires, avait accueilli et pris en charge 9 blessés.
- **Mouvements de populations :**
 - Ces incidents, particulièrement ceux du 15 mai, ont également généré d'importants déplacements de populations dans la ville de Bambari. Environ 7 000 personnes (selon la CRCA) fuyant les groupements Ouangaï, Mbagolo, Mbrepou, Clemendji et Centre-ville, ainsi que les sites de déplacé Alternatif et Sangaris, se sont regroupées dans un site spontané autour camps de la MINUSCA à PK3.
 - Les quartiers Akpé et St Joseph se sont vidés de la quasi-totalité de leurs populations.
 - Outre le camp de la MINUSCA à PK3, les autres principales destinations des déplacés sont les sites de déplacés Alternatif et Sangari, l'Evêché et l'Hôpital de Bambari, ainsi que la rive droite de la ville de Bambari (Quartier Kidjigra et le site PK8).
 - Des déplacements préventifs ont continué d'être observés encore ce mercredi 16 mai dans différents quartiers de Bambari où de nouvelles violences restent redoutées.



Impacts sur les humanitaires :

- Trois staffs d'une ONG ont été enlevés par des hommes armés lors du pillage des bureaux de leur organisation, le 15 mai. Deux des staffs en question ont été relâchés le même jour, tandis que le troisième a été retrouvé mort le lendemain.
- Au moins quatre organisations humanitaires (3 ONG et 1 ONGN) ont été complètement pillées. L'inventaire exhaustif des biens pillés reste à établir mais, selon les premières informations, au moins trois véhicules, les matériels de bureau, les effets personnels de staffs et une importante quantité d'intrants médicaux ont été emportés.
- En dehors des partenaires impliqués dans la prise en charge des urgences médicales/blessés (voir plus haut), tous les acteurs humanitaires sont contraints au confinement ; ce qui entraîne une suspension de fait de leurs activités dans la ville de Bambari et les axes périphériques.

Réponse humanitaire donnée / planifiée / en cours

Santé :

- La prise en charge des urgences médicales est assurée à l'Hôpital de Bambari avec l'appui de MSF-H.

Coordination :

- Un plaidoyer a été entrepris, par OCHA, auprès de la MINUSCA aussi bien au niveau de Bambari qu'au niveau de Bangui en faveur de la sécurisation des bureaux, entrepôts et résidence des organisations, ainsi que d'autres structures d'intérêt humanitaires (sites de déplacés, structures médicales, ...). L'attention de la Force internationale est également attirée sur le besoin de renforcer la sécurité dans la ville de Bambari afin de créer les conditions propices au retour de la population dans les quartiers, et à la reprise des activités humanitaires dans ladite ville.
- Sous réserve des conditions de sécurité, une réunion des acteurs humanitaires de Bambari est prévue ce jeudi 17 mai en vue de faire une première évaluation de la situation suite aux derniers incidents, et essayer d'organiser la réponse d'urgence en faveur des populations affectées.